

1914-1918 : la mémoire ou l'oubli ?

Entretien avec Nicolas Offenstadt

Thomas GRILLOT

Acteur de la commémoration de la Grande Guerre, l'historien Nicolas Offenstadt revient pour la *Vie des idées* sur le travail qui est pour lui celui de l'intellectuel spécifique : introduire une référence historique dans un espace public saturé d'activisme mémoriel.

Nicolas Offenstadt, est maître de conférences habilité à diriger des recherches (HDR) à l'Université de Paris I-Panthéon-Sorbonne. Il travaille à la fois sur la Grande Guerre et ses mémoires et sur les pratiques politiques à l'époque de la Guerre de Cent ans. Il est en charge du cours d'historiographie à l'Université de Paris I et en a tiré *L'Historiographie* (PUF, Que-Sais-Je, 2011). Parmi ses publications récentes, *La Grande Guerre. Carnet du centenaire*, Paris, Albin Michel (avec André Loez) et *En place publique. Jean de Gascogne, crieur au XVe siècle* (Stock).

La Vie des Idées : Pourquoi avez-vous choisi d'être si présent dans cette commémoration ? Quel était l'enjeu, pour un historien, de célébrer le centenaire de la Grande Guerre ?

Nicolas Offenstadt : Le centenaire, pour moi, c'est l'extension d'événements auxquels j'avais déjà consacré des recherches, à une échelle certes moins grande. En 2010, j'ai publié *1914-1918 aujourd'hui : la Grande Guerre dans la France contemporaine*, un livre fait à partir de sources variées mais aussi d'observations participantes de rituels commémoratifs et de mise en mémoire de sites. Je voulais mesurer l'état de la mémoire de 1914-1918 dans le monde social mais aussi dans le domaine artistique et culturel, ses formes associatives et politiques. Le centenaire est donc une prolongation de pratiques déjà vivaces, l'occasion de tester à nouveau mes hypothèses. Le centenaire, c'est un terrain, nouveau, élargi ; je me promène avec mon carnet de notes à toutes les cérémonies où je vais. Ce qui m'intéresse d'abord, c'est les évolutions de la mémoire, des mémoires. Mon premier travail sur la Grande Guerre, en 1999, portait sur la mémoire des fusillés et impliquait déjà ce travail de terrain. Pour moi, les gens incarnent la guerre dans leurs pratiques commémoratives et sociales, et il faut les observer. Ca me paraît au moins aussi important que d'étudier les représentations figurées ou écrites – en tout cas c'est ce qui m'intéresse le plus.

Cette anthropologie de la mémoire de la guerre, nous avons voulu la systématiser avec d'autres, et nous avons fondé en 2013, au sein de l'Institut des études sur la guerre et la paix d'Hervé Drévilion, un observatoire du centenaire¹, avec l'idée que ces notes éparses que nous prenons puissent un jour servir écrire de nouvelles histoires des mémoires de guerre. La mission du centenaire et l'Université Paris-I ont signé une convention pour officialiser

¹ <http://www.univ-paris1.fr/autres-structures-de-recherche/institut-guerre-et-paix-en-sorbonne/observatoire-du-centenaire/>

l'observatoire, j'ai moi-même un détachement temporaire pour m'en occuper. Des premières cérémonies pour les fusillés que je suis allé voir à Vingré, dans l'Aisne, 1999 à celles commémorant la bataille de la marne en 2014, pour moi, il y a une continuité d'enquête.

En 2011, lorsqu'un rapport au sujet du centenaire a été remis à Nicolas Sarkozy par Joseph Zimet, j'ai été interrogé comme des dizaines de spécialistes et de gens investis dans la commémoration de 1914-1918. Dès ce moment-là, j'ai commencé à prendre des notes des discussions auxquelles je participais. Quand on voit l'intérêt de livres qui sont parus après le bicentenaire de 1789, comme *Adieu 89*, de Steven Kaplan, on se dit que la réflexion sur ces événements, qui ont des effets de loupe, est très intéressante pour comprendre les usages de l'histoire, l'anthropologie de la mémoire. Quand le centenaire est entré dans sa phase active, autour du discours de François Hollande à l'Élysée, le 7 novembre 2013, pour situer un peu, j'ai dû peu à peu ralentir cette prise de note ordinaire – j'étais débordé pour me centrer sur certains sujets.

La Vie des Idées : Vous avez aussi accepté de siéger dans de plusieurs comités et commissions de pilotage ? Avec quelles attentes ?

Nicolas Offenstadt : Quand la Mission du centenaire a pris forme en 2012, elle a mis en place un comité scientifique présidé par Antoine Prost. Les tâches du conseil sont variées mais cela permet de faire remonter un certain nombre d'études, d'injecter une parole historienne dans de larges productions comme les suppléments 14-18 du journal *Le Monde*. J'appartiens aussi à des comités et commissions liés à la commémoration – par exemple ceux qui ont préparé des expositions, à la BNF, aux Invalides, mais aussi de commissions de labellisation comme Alsace 1914-1918, etc. C'est au fond une tâche classique pour l'historien : le conseil savant.

Chaque fois que je le peux ou que l'occasion m'en est donnée, j'essaye de favoriser les échanges le dialogue entre les pratiques sociales et culturelles de 14-18 et le propos et les résultats des historiens, en préfaçant par exemple de *Notre Mère la Guerre*, une B.D. de Kris et Maël, en écrivant des textes d'introductions à différents projets culturels ou expositions. L'idée, c'est que devant une telle profusion de discours sur l'histoire, il fallait que la voix des historiens puisse se faire entendre. Nous sommes plusieurs à essayer de faire que les clivages historiens n'empêchent pas le discours historien d'être un cadre de référence utile, pour accompagner des manifestations. C'est une forme de dialogue avec l'espace public et avec ce que j'appelle l'activisme mémoriel de 1914-1918.

La Vie des Idées : Vous donnez l'impression que la commémoration est surtout une aubaine. Mais n'impose-t-elle pas aussi des contraintes très fortes à votre expression, en tant qu'historien ?

Nicolas Offenstadt : Ma position sur ce type d'engagement est très influencée par l'analyse de Gérard Noiriel. Quelles sont les positions possibles ? Il y a d'abord la posture de la tour d'ivoire—ici, ce serait penser que la commémoration relève du divertissement, de l'émotion pure, et qu'il vaut mieux, au fond, rester chez soi. C'est une position qui me paraît intenable : nous sommes payés par l'État, il y a une vraie demande sociale, il y a un espace démocratique à faire vivre ; intervenir en tant qu'historien est donc un devoir professionnel. Il ne s'agit pas de dire que tout le monde doit intervenir de la même manière, mais en tout cas ça fait partie de notre tâche civique, et morale. La deuxième posture, celle de l'expert, est aussi problématique. L'expert répond seulement à la question posée de manière technique. Il

s'exprime dans un cadre fixé par d'autres. Il parle le langage du sens commun et se refuse à l'interroger. Il y a une troisième posture, celle de l'historien militant, qui a une position à défendre. L'exemple le plus clair serait celui de l'historiographie marxiste qui défend les positions de Lénine sur les origines de la guerre. C'est légitime mais ce n'est pas mon approche. La quatrième posture, que je revendique, c'est celle de l'intellectuel spécifique : celui ou celle qui rend accessible aux gens le fruit d'un travail savant propre, y compris si cela doit remettre en question leurs cadres, pour leur permettre de se faire leurs propres idées sur le passé.

Un exemple : le mouvement pour une réhabilitation globale des fusillés, porté par la Ligue des droits de l'homme, la Libre-Pensée, l'Association républicaine des anciens combattants, par des érudits locaux est extrêmement riche ; le gouvernement a aussi demandé un rapport sur le sujet. En tant qu'historiens, sous la direction d'Antoine Prost, nous avons répondu à cette demande en expliquant les positions existantes sur le sujet, pas en délivrant une parole experte et des solutions toutes faites, mais en rappelant le point de vue des acteurs sociaux et l'état des travaux historiques sur le sujet. Que faire des fusillés ? Je ne réponds jamais en donnant une solution ; je signale éventuellement une préférence, en tant qu'historien – par exemple, à défaut d'archives notamment, il serait bien difficile de trancher sur certains cas individuels. Je ne vais jamais jusqu'à dénoncer une position comme infondée. Mon point de vue personnel n'a pas plus de valeur qu'un autre.

Ce qui est vrai, c'est qu'il faut parfois subvertir les cadres pour pouvoir maintenir cette position de l'intellectuel « spécifique ». Par exemple, lors d'une conférence sur ces enjeux devant les libres penseurs, j'ai bouleversé leurs cadres d'appréhension et ça a donné lieu à une bonne discussion. De la même façon, j'ai refusé de répondre à un journaliste qui me demandait, avec une certaine vigueur, de confirmer que la justice militaire « c'est ignoble ». On peut dire ce qui paraissait constituer des excès aux yeux des soldats de 1914-1918, on peut dessiner la cartographie de leurs positions. Mais ce n'est pas le rôle de l'historien de porter un jugement moral.

Au fond, ce à quoi je n'étais pas préparé dans le Centenaire, c'était l'ampleur de la demande, et la difficulté à défendre dans de si nombreux cadres un travail historien critique. Il y a un engouement extraordinaire, qui confirme et amplifie cet activisme mémoriel que j'avais étudié et ça échappe forcément aux historiens. Il y a des comités auxquels j'avais accepté de participer et auxquels je n'ai finalement jamais pu aller. Du coup, ma position a quand même des limites très claires. Ça a été une contrainte beaucoup plus forte que je ne l'avais anticipé.

La Vie des Idées : Ne pas commémorer la guerre, c'était possible ?

Nicolas Offenstadt : La présidence de Nicolas Sarkozy avait été l'occasion de faire de l'histoire un élément de réarmement idéologique et donc, au début de la présidence Hollande, toutes les possibilités étaient ouvertes, au sens où personne ne semblait vraiment savoir ce qu'il fallait penser de l'embryon de Mission du centenaire qui avait été mis en place. On aurait pu arrêter le projet, comme ça a été fait pour la Maison de l'histoire de France. Mais le rapport Zimet était très complet, Antoine Prost, le président du Conseil scientifique de la Mission, est un homme de gauche ; on n'allait pas ne pas faire le centenaire : il y a une très forte tradition française de commémoration de la guerre, c'est institutionnel, c'est un devoir de l'État, qui répond aussi à une énorme demande sociale. Il y avait aussi un aspect international : au moment de l'élection de François Hollande, l'Australie et l'Angleterre

avaient déjà des programmes de commémoration importants. Ca allait donc de soi. Pour donner un point de comparaison : la Grande Guerre avait peu de résonance sociale en Allemagne. Mais ne pas commémorer le conflit est très vite devenu intenable pour les Allemands. Un diplomate allemand a déclaré que ce n'était pas possible de ne pas commémorer officiellement la guerre, étant donné l'importance des commémorations dans les pays partenaires. Il y a donc eu une forme de pression internationale collective. Et finalement les Allemands ont été présents dans les cérémonies, en particulier le 3 août 2014 au Hartmannswillerkopf, pour le centenaire la déclaration de guerre. Ca a été l'occasion de la pose de la première pierre d'un historial franco-allemand et de discours de Hollande et de Gauck.

Au sein du gouvernement Ayrault, il y a eu des rivalités pour décider de la direction qu'allaient prendre les commémorations – de l'indifférence aussi, ou de l'incompréhension. Certains à gauche ont cru voir dans le centenaire une affaire militariste, bien à tort, sans comprendre les profonds ancrages sociaux de la mémoire de 14-18. Personnellement, j'ai senti qu'il y avait beaucoup de flottement. Dans un premier temps, le résultat a été assez piteux : le gouvernement a voulu reprendre la main en proposant un double anniversaire, Grande Guerre-Deuxième Guerre mondiale. Nous avons été nombreux, parmi les historiens, à dénoncer cette confusion. On finit par confondre ce qui est en jeu dans chacun des deux conflits. En outre, le discours sur la Grande Guerre est globalement doloriste, et personnel : on se penche sur les expériences de la guerre, le quotidien, on s'approprie une histoire familiale qui a laissé beaucoup de lettres, d'objets, de souvenirs – et c'est très différent de la Seconde Guerre mondiale. Pour la génération des petits-enfants de la Grande Guerre, l'événement n'a pas besoin d'être rattaché à ce qui suit. Il y a même une forme de rivalité assez ancienne : les anciens combattants de 1914-1918 ont lutté contre la montée de ceux de 1940 et 1944 au sein de leurs organisations, avec l'argument qu'eux avec été vainqueurs, les vainqueurs de Verdun. Ces clivages sont aussi familiaux, entre combattants des deux guerres. Et, c'est peut-être un signe, Tardi est surtout connu pour son travail sur 1914-1918, et c'est plus tard qu'il a décrit l'expérience de son père prisonnier dans un stalag,

La Vie des Idées : L'appropriation officielle de l'événement ne repose-t-elle pas sur le fait que la Grande Guerre, une victoire malgré tout, est au fond un événement consensuel ?

Nicolas Offenstadt : Les grands débats de mémoire des années 1980-1990 ont fait beaucoup de place à la Seconde Guerre mondiale et aux guerres coloniales. Il y a sans doute eu, c'est vrai, une demande d'autre chose. Des passionnés, plutôt conservateurs, m'ont même dit : « Ah, c'est pas une belle guerre, la Seconde Guerre mondiale. » Ils ne valorisaient pas pour autant la tuerie de 1914-1918, mais presque. Il y a une forme de nostalgie pour un monde dont on imagine que les liens étaient plus authentiques, plus denses, un « monde d'hier » fait de communautés fortes – avec le paradoxe que ces liens mènent à une hécatombe effroyable.

Il y a en fait trois registres de commémoration, que le gouvernement utilise à tout rôle ou simultanément, selon les contextes : le registre patriotique du roman national ; le registre franco-allemand, celui de l'amitié ; le registre international, celui de la paix mondiale. L'armée, quant à elle, essaie de reprendre la main en mettant en avant une approche plus « défense nationale » du conflit. Ca a été très sensible le 6 septembre, au moment de la célébration « 100 villes – 100 héros – 100 drapeaux », organisée par le Ministère de la défense. Pour commémorer la bataille de la Marne, on a choisi des héros de guerre, répartis sur tout le territoire, et on les a célébrés, notamment dans les casernes, dans une ambiance très

militaire. L'autre moment, c'est la cérémonie de fin de bataille de la Marne, le 12 septembre, exclusivement française, à l'encontre de toute une tradition. L'armée était centrale dans le dispositif de la cérémonie. Le discours de Manuel Valls était centré sur le patriotisme, et il aurait pu être fait il y a des décennies. À ces deux moments, on sent une vraie remilitarisation du discours, qui suscite des doutes certains chez les militants de la mémoire de guerre. D'ailleurs, les références socialistes sont très absentes dans les discours gouvernementaux. Jaurès est mentionné, mais les socialistes et les syndicalistes qui se sont opposés à la guerre sont clairement marginalisés. Or, le choix a été fait de commémorer l'essentiel de la commémoration par l'État en 1914 : 28 juin, Sarajevo, 14 juillet, 3 août, 12 septembre, 11 novembre. Cela peut changer. Mais ça signifie que les discours plus pacifistes qu'on pourrait attendre autour de Verdun en 2016 ou 2017 ne devraient pas être le fait de l'État.

La Vie des Idées : Est-ce qu'au fond ces commémorations ne vont pas enterrer définitivement la Grande Guerre, comme semble enterrée l'idée de conserver au 11 novembre un lien exclusif avec 1918 ?

Nicolas Offenstadt : François Hollande a entériné la décision de Nicolas Sarkozy, qui faisait du 11 novembre le jour de tous les morts pour la France. C'était pour Sarkozy l'occasion de faire se rassembler les gens autour des morts des guerres actuelles (l'Afghanistan, l'Afrique) et de se poser en chef de guerre. Hollande l'a fait aussi pour le Mali. Je ne pense pas que le 11 novembre 2014 permettra de revenir en arrière. Ça ne veut pas dire que commémorer, c'est oublier. Le centenaire ne changera rien à l'activisme mémoriel. Avant Pierre Lemaître, il y avait Echenoz, avant Echenoz, il y avait Rouaud, Alice Ferney. Chaque rentrée littéraire voit publier des romans sur la Grande Guerre, des chansons sont composées, la généalogie familiale continue de se concentrer dessus. C'est avec la disparition de la génération des petits-enfants que les choses risquent de changer, que cette diversité de discours va évoluer. Mais il faut rappeler que les historiens ne sont pas très bons pour le futur... Le centenaire peut avoir des effets de saturation, mais je ne crois pas qu'il y aura une cassure après. Des musées liés à la mémoire de la guerre vont s'ouvrir, dans des territoires souvent sinistrés ; il va y avoir une continuité de la mémoire, aussi pour des raisons financières, de tourisme de mémoire. C'est un trend très long.

Un des enjeux mémoriels intéressants tient dans les héritages des soldats des colonies. Dans leur cas, il y a moins de mémoire écrite, car il y avait moins d'alphabétisation, la lettre, si importante pour la mémoire de la guerre, est moins présente ou conservée. Les pays devenus indépendants ont aussi pris leurs distances par rapport à l'événement, l'effort de réappropriation a surtout été fait pour la Seconde Guerre mondiale. Il faut des artistes, des écrivains, le travail des professeurs du secondaire. Il y a un effort historiographique important pour étudier l'expérience de guerre des colonisés. Ce sont des mouvements convergents, mais qui sont moins confrontés aux mémoires familiales et sociales.

Pour les historiens, un enjeu de taille tient dans l'écriture d'une histoire véritablement mondiale de la Grande Guerre. Je vais citer trois exemples d'ampleur et d'orientation différentes : l'encyclopédie [online](http://www.1914-1918-online.net/) (<http://www.1914-1918-online.net/>) de la Grande Guerre, qui est une entreprise internationale ; L'Oxford History, de Jay Winter. Nous avons plus modestement avec André Loez, voulu écrire une histoire de la Guerre accessible mais qui ouvre les horizons mondiaux dans notre *Carnet du Centenaire*. Ces perspectives sont riches, développent les possibilités de faire des comparaisons et une histoire connectée qui montre comment des destins se croisent pendant la guerre. Le comité scientifique de la Mission du Centenaire a également insisté pour qu'une position commune soit prise sur l'état de la

recherche sur le génocide arménien, sur le sujet et nous allons publier un texte d'Annette Becker et de Raymond Kévorkian. Tous les historiens répètent qu'il faut donner plus de place aux fronts orientaux et extra-européens. Les grandes thèses françaises des années 1970-1980 portaient essentiellement sur la France, ou sur les colonies françaises. C'est en train de changer, et le centenaire, de ce point de vue, joue un rôle d'accélérateur. Je suis allé deux fois en Chine pour parler du Centenaire, notamment dans un colloque très officiel sur le thème « Quelle leçon tirer des deux guerres mondiales ? ». Il y a, c'est certain, des usages très nationalistes de la mémoire du conflit, et en même temps – ce n'est évidemment pas contradictoire – il y a une vraie mondialisation des interrogations sur l'événement, avec beaucoup d'argent débloqué pour que les chercheurs puissent voyager. Il y a un lien entre ces circulations des historiens et les questionnaires historiques qu'ils développent. C'est sans doute un chantier d'avenir. Mais encore une fois, l'avenir et les historiens...

Publié dans laviedesidees.fr, le 11 novembre 2014
© laviedesidees.fr